

40	08/06/2018	BE 0534.941.439	55	EUR		
NAT.	Date du dépôt	N°	P.	D.	18165.00272	C 1.1

40				1	EUR	
NAT.	Date du dépôt	N° 0534.941.439	P.	U.	D.	C 1

COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS

DONNÉES D'IDENTIFICATION

DÉNOMINATION: VIOHALCO

Forme juridique: SA

Adresse: Avenue Marnix

N°: 30

Code postal: 1000

Commune: Bruxelles 1

Pays: Belgique

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de Commerce de Bruxelles, francophone

Adresse Internet: ¹ WWW.VIOHALCO.COM

Numéro d'entreprise

0534.941.439

DATE du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS ²

approuvés par l'assemblée générale du

et relatifs à l'exercice couvrant la période du

au

Exercice précédent du

au

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ~~ne sont pas~~ ³ identiques à ceux publiés antérieurement

Nombre total de pages déposées: 55

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans

objet: 6.2.1, 6.2.2, 6.2.4, 6.2.5, 6.3.4, 6.3.5, 6.4.2, 6.5.2, 6.6, 6.8, 6.14, 6.17, 6.18.2, 6.20, 9

Signataire
(nom et qualité)
Jacques MOULAERT
Vice-Président exécutif

Signataire
(nom et qualité)
Evangelos MOUSTAKAS
CEO

¹ Mention facultative.

² Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

³ Biffer la mention inutile.

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES
ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE
VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE****LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES**

LISTE COMPLÈTE avec mention des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

STASSINOPOULOS Nikolaos

Lisière du Golf, Route des Anémones 16, 3963 Crans-Montana, Suisse

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

MOULAERT Jacques

Quartier du Tailleur de Pierre 2, 1380 Lasne, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

MOUSTAKAS Evangelos

3ème Septembriou Str. 129, 11251 Athens, Grèce

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

STASSINOPOULOS Michael

Rue Agamemnonos 8, 15231 Halandri, Grèce

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

STASSINOPOULOS Ioannis

Rue Karkavitsa 4, 15452 Psihico, Grèce

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

FAULX Jean-Charles

Avenue de la Grande Boucle 13, 1420 Braine-l'Alleud, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

BEDORET Xavier

Rue Cloqueau 16, 1380 Lasne, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

WIEDENMANN Rudolf

Stormstreet 20, 90491 Nurnberg, Allemagne

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

CHRISTODOULOU Efthimios

Alexandrou Soutsou 19, 10671 Athènes, Grèce

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES (Suite de la page précédente)

de LAUNOIT Vincent

Drève du Carmel 21, 1410 Waterloo, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

MER Francis

Rue Bobierre de Vallière 9, 92310 Bourg-la-Reine, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

MOLOKOTOS Thanasis

Sargent Drive 100, CT06511 New Haven, Etats-Unis d'Amérique

Fonction : Administrateur

Mandat : 31/05/2017- 29/05/2018

KPMG Réviseurs d'Entreprises SCRL 0419.122.548

Brussels national Airport Leopoldlaan 1K, 1930 Zaventem, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00001

Mandat : 31/05/2016- 28/05/2019

Représenté par :

1. Van Roost Benoît

Brussels National airport Leopoldlaan 1 , boîte K, 1930 Zaventem, Belgique

Réviseur d'Entreprises, Numéro de membre : (A01661)

Renaud de Borman Réviseur d'Entreprises- Bedrijfsrevisor SPRL 0891.185.124

Rue du Long Chêne 3, 1970 Wezembeek-Oppem, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00681

Mandat : 31/05/2016- 28/05/2019

Représenté par :

1. de Borman Renaud

Rue du long Chêne 3 , 1970 Wezembeek-Oppem, Belgique

Réviseur d'Entreprises, Numéro de membre : (A01741)

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont pas * été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise **,
- B. L'établissement des comptes annuels **,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

* Biffer la mention inutile.

** Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	6.1	20	1.175.542	2.057.184
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28	<u>1.045.456.925</u>	<u>961.826.879</u>
Immobilisations incorporelles	6.2	21	470.251	625.841
Immobilisations corporelles	6.3	22/27	81.693.895	82.927.008
Terrains et constructions		22	81.188.860	82.449.245
Installations, machines et outillage		23	115.089	135.111
Mobilier et matériel roulant		24	266.993	342.652
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27	122.953	
Immobilisations financières	6.4 / 6.5.1	28	963.292.779	878.274.030
Entreprises liées	6.15	280/1	959.337.289	874.136.915
Participations		280	921.412.869	846.507.708
Créances		281	37.924.420	27.629.207
Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	6.15	282/3		
Participations		282		
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8	3.955.490	4.137.115
Actions et parts		284	3.813.177	3.987.910
Créances et cautionnements en numéraire		285/8	142.313	149.205

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	24.121.011	55.424.596
Créances à plus d'un an		29	2.213.629	2.213.629
Créances commerciales		290		
Autres créances		291	2.213.629	2.213.629
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34		
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	15.260.513	41.968.802
Créances commerciales		40	12.861.487	30.107.401
Autres créances		41	2.399.026	11.861.401
Placements de trésorerie	6.5.1 / 6.6	50/53		
Actions propres		50		
Autres placements		51/53		
Valeurs disponibles		54/58	5.413.310	9.970.149
Comptes de régularisation	6.6	490/1	1.233.559	1.272.016
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	1.070.753.478	1.019.308.659

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES		10/15	<u>1.066.516.492</u>	<u>1.014.547.941</u>
Capital	6.7.1	10	141.893.811	141.893.811
Capital souscrit		100	141.893.811	141.893.811
Capital non appelé ⁴		101		
Primes d'émission		11	528.112.518	528.112.518
Plus-values de réévaluation		12	21.054.319	21.054.319
Réserves		13	389.364.586	389.364.586
Réserve légale		130	34.513.718	34.513.718
Réserves indisponibles		131	853.975	853.975
Pour actions propres		1310		
Autres		1311	853.975	853.975
Réserves immunisées		132	353.996.893	353.996.893
Réserves disponibles		133		
Bénéfice (Perte) reporté(e)(+)/(-)		14	-13.908.742	-65.877.293
Subsides en capital		15		
Avance aux associés sur répartition de l'actif net ⁵		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		16	<u> </u>	<u> </u>
Provisions pour risques et charges		160/5		
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162		
Obligations environnementales		163		
Autres risques et charges	6.8	164/5		
Impôts différés		168		

⁴ Montant venant en déduction du capital souscrit.

⁵ Montant venant en déduction des autres composantes des capitaux propres.

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
DETTES		17/49	4.236.986	4.760.718
Dettes à plus d'un an	6.9	17	125.154	122.599
Dettes financières		170/4		
Emprunts subordonnés		170		
Emprunts obligataires non subordonnés		171		
Dettes de location-financement et dettes assimilées		172		
Etablissements de crédit		173		
Autres emprunts		174		
Dettes commerciales		175		
Fournisseurs		1750		
Effets à payer		1751		
Acomptes reçus sur commandes		176		
Autres dettes		178/9	125.154	122.599
Dettes à un an au plus	6.9	42/48	3.939.181	4.510.901
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42		
Dettes financières		43	251	
Etablissements de crédit		430/8	251	
Autres emprunts		439		
Dettes commerciales		44	1.998.760	1.810.615
Fournisseurs		440/4	1.998.760	1.810.615
Effets à payer		441		
Acomptes reçus sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales	6.9	45	327.633	1.085.870
Impôts		450/3	268.293	1.031.133
Rémunérations et charges sociales		454/9	59.340	54.737
Autres dettes		47/48	1.612.537	1.614.416
Comptes de régularisation	6.9	492/3	172.651	127.218
TOTAL DU PASSIF		10/49	1.070.753.478	1.019.308.659

COMPTES DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/76A	6.291.818	10.901.097
Chiffre d'affaires	6.10	70	6.053.733	7.251.579
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)(+)/(-)		71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	6.10	74	70.302	89.517
Produits d'exploitation non récurrents	6.12	76A	167.783	3.560.001
Coût des ventes et des prestations		60/66A	26.815.817	15.901.423
Approvisionnements et marchandises		60		2.948.005
Achats		600/8		
Stocks: réduction (augmentation)(+)/(-)		609		2.948.005
Services et biens divers		61	6.581.633	6.185.322
Rémunérations, charges sociales et pensions(+)/(-)	6.10	62	1.064.116	1.271.296
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	3.667.827	3.341.817
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		631/4		
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-)	6.10	635/8		
Autres charges d'exploitation	6.10	640/8	1.224.739	2.154.983
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration		649		
Charges d'exploitation non récurrentes	6.12	66A	14.277.502	
Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-)		9901	-20.523.999	-5.000.326

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits financiers		75/76B	75.955.785	43.750.902
Produits financiers récurrents		75	7.563.565	10.073.329
Produits des immobilisations financières		750	7.551.545	9.787.024
Produits des actifs circulants		751	12.000	285.860
Autres produits financiers	6.11	752/9	20	445
Produits financiers non récurrents	6.12	76B	68.392.220	33.677.573
Charges financières	6.11	65/66B	3.387.524	50.976.635
Charges financières récurrentes		65	21.700	57.416
Charges des dettes		650	17.335	55.195
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		651		
Autres charges financières		652/9	4.365	2.221
Charges financières non récurrentes	6.12	66B	3.365.824	50.919.219
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts(+)/(-)		9903	52.044.262	-12.226.059
Prélèvements sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat(+)/(-)	6.13	67/77	75.711	32.183
Impôts		670/3	81.645	35.473
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales		77	5.934	3.290
Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-)		9904	51.968.551	-12.258.242
Prélèvements sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)		9905	51.968.551	-12.258.242

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter(+)/(-)	9906	-13.908.742	-65.877.293
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)	(9905)	51.968.551	-12.258.242
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent(+)/(-)	14P	-65.877.293	-53.619.051
Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
sur le capital et les primes d'émission	791		
sur les réserves	792		
Affectations aux capitaux propres	691/2		
au capital et aux primes d'émission	691		
à la réserve légale	6920		
aux autres réserves	6921		
Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-)	(14)	-13.908.742	-65.877.293
Intervention d'associés dans la perte	794		
Bénéfice à distribuer	694/7		
Rémunération du capital	694		
Administrateurs ou gérants	695		
Employés	696		
Autres allocataires	697		

ANNEXE

ETAT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	20P	xxxxxxxxxxxxxxxx	2.057.184
Mutations de l'exercice			
Nouveaux frais engagés	8002		
Amortissements	8003	947.477	
Autres(+)/(-)	8004	65.835	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	(20)	1.175.542	
Dont			
Frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement	200/2		
Frais de restructuration	204	1.175.542	

**CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE,
MARQUES ET DROITS SIMILAIRES**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052P	xxxxxxxxxxxxxxx	4.985.418
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8022	177.446	
Cessions et désaffectations	8032		
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8042		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052	5.162.864	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122P	xxxxxxxxxxxxxxx	4.359.576
Mutations de l'exercice			
Actés	8072	267.202	
Repris	8082		
Acquis de tiers	8092		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8102		
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8112	65.835	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122	4.692.613	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	211	470.251	

ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
TERRAINS ET CONSTRUCTIONS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8191P	xxxxxxxxxxxxxxxx	124.165.776
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8161	2.263.006	
Cessions et désaffectations	8171	1.209.979	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8181		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8191	125.218.803	
Plus-values au terme de l'exercice	8251P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8211		
Acquises de tiers	8221		
Annulées	8231		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8241		
Plus-values au terme de l'exercice	8251		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8321P	xxxxxxxxxxxxxxxx	41.716.531
Mutations de l'exercice			
Actés	8271	2.370.631	
Repris	8281		
Acquises de tiers	8291		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8301		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8311	-57.219	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8321	44.029.943	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(22)	81.188.860	

INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192P	xxxxxxxxxxxxxxx	651.800
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8162		
Cessions et désaffectations	8172		
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8182		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192	651.800	
Plus-values au terme de l'exercice	8252P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8212		
Acquises de tiers	8222		
Annulées	8232		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8242		
Plus-values au terme de l'exercice	8252		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322P	xxxxxxxxxxxxxxx	516.689
Mutations de l'exercice			
Actés	8272	25.835	
Repris	8282		
Acquises de tiers	8292		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8302		
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8312	-5.813	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322	536.711	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(23)	115.089	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193P	xxxxxxxxxxxxxx	1.068.706
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8163	13.374	
Cessions et désaffectations	8173		
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8183		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193	1.082.080	
Plus-values au terme de l'exercice	8253P	xxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8213		
Acquises de tiers	8223		
Annulées	8233		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8243		
Plus-values au terme de l'exercice	8253		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323P	xxxxxxxxxxxxxx	726.055
Mutations de l'exercice			
Actés	8273	56.683	
Repris	8283		
Acquis de tiers	8293		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8303		
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8313	32.349	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323	815.087	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(24)	266.993	

IMMOBILISATIONS EN COURS ET ACOMPTES VERSÉS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8196P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8166	1.903.875	
Cessions et désaffectations	8176	1.780.922	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8186		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8196	122.953	
Plus-values au terme de l'exercice	8256P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8216		
Acquises de tiers	8226		
Annulées	8236		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8246		
Plus-values au terme de l'exercice	8256		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8326P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8276		
Repris	8286		
Acquis de tiers	8296		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8306		
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8316		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8326		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(27)	122.953	

ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391P	xxxxxxxxxxxxxxx	982.944.008
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8361	9.705.506	
Cessions et retraits	8371		
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8381		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391	992.649.514	
Plus-values au terme de l'exercice	8451P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8411		
Acquises de tiers	8421		
Annulées	8431		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8441		
Plus-values au terme de l'exercice	8451		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521P	xxxxxxxxxxxxxxx	136.436.300
Mutations de l'exercice			
Actées	8471	3.191.640	
Reprises	8481	68.391.295	
Acquises de tiers	8491		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8501		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8511		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521	71.236.645	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice(+)/(-)	8541		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(280)	<u>921.412.869</u>	
ENTREPRISES LIÉES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	281P	xxxxxxxxxxxxxxx	<u>27.629.207</u>
Mutations de l'exercice			
Additions	8581	10.295.213	
Remboursements	8591		
Réductions de valeur actées	8601		
Réductions de valeur reprises	8611		
Différences de change(+)/(-)	8621		
Autres(+)/(-)	8631		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(281)	<u>37.924.420</u>	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8651		

AUTRES ENTREPRISES – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8393P	xxxxxxxxxxxxxxx	9.925.030
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8363		
Cessions et retraits	8373	549	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8383	-163	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8393	9.924.318	
Plus-values au terme de l'exercice	8453P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8413		
Acquises de tiers	8423		
Annulées	8433		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8443		
Plus-values au terme de l'exercice	8453		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8523P	xxxxxxxxxxxxxxx	5.937.120
Mutations de l'exercice			
Actées	8473	174.184	
Reprises	8483		
Acquises de tiers	8493		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8503		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8513	-163	
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8523	6.111.141	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8553P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice(+)/(-)	8543		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8553		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(284)	3.813.177	
AUTRES ENTREPRISES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	285/8P	xxxxxxxxxxxxxxx	149.205
Mutations de l'exercice			
Additions	8583		
Remboursements	8593	6.892	
Réductions de valeur actées	8603		
Réductions de valeur reprises	8613		
Différences de change(+)/(-)	8623		
Autres(+)/(-)	8633		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(285/8)	142.313	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8653		

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles					
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres		Résultat net
		Nombre	%				%	(+/-)	
CLUJ INTERNATIONAL TRADE SA Calea Floreasca Sector A, etaj 4, birou 2039 169A 014472 Bucharest Roumanie	Actions nominatives	3.599	99,97	0,03	31/12/2017	EUR	746.563	-11.797	
FLOKOS SA Georges Street 20-22 10682 Athens Grèce	Actions nominatives	255.294	89,85	0,00	31/12/2017	EUR	738.971	-265.159	
ANAMET SA Nesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	6.800	56,67	41,05	31/12/2017	EUR	7.212.614	-107.959	
ATTIKI SA SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	11.150	50,00	25,00	31/12/2017	EUR	710.794	533.032	
NOVAL SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	545.767	100,00	0,00	31/12/2017	EUR	90.041.951	-1.486.307	
METALCO BULGARIA SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	1.006.920	100,00	0,00	31/12/2017	EUR	9.667.880	70.705	
VITROUVIT SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	213.065	100,00	0,00	31/12/2017	EUR	7.920.763	-392.491	
TEKA SYSTEMS SA Mesogeion 2-4 Mesogeion 2-4 Grèce	Actions nominatives	655.131	50,01	0,00	31/12/2017	EUR	6.183.606	1.209.268	
ANTIMET SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	106.732	95,10	4,90	31/12/2017	EUR	-700.716	-728.853	

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devis e	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%					
SIDMA SA King George 30 Halandri / Athènes Grèce	Actions nominatives	28.992	0,29	0,00	31/12/2017	EUR	-17.749.286	-4.331.044
SOVEL SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	338.080	28,33	64,62	31/12/2017	EUR	88.543.369	7.268.867
ERLIKON SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	5.404	0,82	99,67	31/12/2017	EUR	4.657.443	-1.165.513
TE KA LTD SA El. Venizeloy 67 Kallithea / Athènes Grèce	Actions	120	20,00	0,00	31/12/2017	EUR	153.468	128.288
HELLENIC HAI/KI SA Mesogeion 2-4 46 Athènes Grèce	Actions nominatives	127.261	16,50	30,53	31/12/2017	EUR	302.756	-1.244
SIDENOR STEEL INDUSTRY SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Action au porteur	1.094.740	100,00	0,00	31/12/2017	EUR	17.920.150	13.365.184
STOMANA SA Voynishko Vastanie St 1 Pernik Bulgarie	Actions nominatives	669.262	100,00	0,00	31/12/2017	EUR	154.474.019	14.769.472
BRIDGENORTH ALUMINIUM LTD SA Stourbridge Rd WV15 6 Bridgenorth Royaume-Uni	Actions	22.000.000	75,00	0,00	31/12/2017	EUR	97.700.113	1.528.248
VIEXAL SA Himaras 16 151 25 Maroussi Grèce	Actions nominatives	2.200	73,33	24,39	31/12/2017	EUR	295.069	235.677

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devis e	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+) of (-)	
ETEM BULGARIA SA Bul Iliyanski 119A 1220 Sofia Bulgarie	Actions nominatives	65.513.861	100,00	0,00	31/12/2017	EUR	29.179.340	436.489
ETEM COMMERCIAL & INDUSTRIAL OF LIGHT SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	17.500	100,00	0,00	31/12/2017	EUR	1.868.408	-2.344.677
DIA. VI. PE. THIV SA VIPE Thisvis Viotias 32010 Domvraina Grèce	Actions nominatives	55.420	53,01	39,91	31/12/2017	EUR	5.594.961	90.278
STEELMET ROMANIA SA Drumul Intre Tarlale 42 032982 Boekarest Roumanie	Actions nominatives	1	0,00	95,13	31/12/2017	EUR	5.271.295	122.797
STEELMET SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	5.600	35,22	55,87	31/12/2017	EUR	962.800	398.231
INTERNATIONAL TRADE SA Rue du Trône 4 1000 Bruxelles 1 Belgique 0600.964.488	Actions nominatives	183.673	51,52	43,61	31/12/2017	EUR	35.923.016	793.128
AL - AMAR SA Noufleen Tripoli Jamahiriya Arabe Libyenne	Actions nominatives	225.000	90,00	0,00	31/12/2017	EUR	3.397.219	-300.731
ALU BUILD SPRL Viale Oriani 31 40137 Bologna Italie	Actions	10.000	100,00	0,00	31/12/2017	EUR	-1.918.775	-1.058
SOFIA MED SA Dimitar Peshev str. 1528 Sofia Bulgarie	Actions nominatives	274.179	11,12	81,27	31/12/2017	EUR	43.201.029	-905.824

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+/-)	
CENERGY HOLDINGS SA Avenue Marnix 30 1000 Bruxelles 1 Belgique 0649.991.654	Dématérialisées	107.960.701	55,98	23,80	31/12/2017	EUR	183.127.657	-1.369.398
BI ENER SA Mesogeion 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	95.837	38,00	58,45	31/12/2017	EUR	668.482	295.284
ELVALHALCOR S. Etr. MESOGEION 2-4 Athènes Grèce	Actions nominatives	336.289.310	89,62	1,82	31/12/2017	EUR	509.237.337	66.629.082

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital social

Capital souscrit au terme de l'exercice
 Capital souscrit au terme de l'exercice

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P	XXXXXXXXXXXXXXX	141.893.811
(100)	141.893.811	

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital
Catégories d'actions

Actions sans valeur nominale
 Actions nominatives
 Actions dématérialisées

Codes	Montants	Nombre d'actions
	141.893.811	259.189.761
8702	XXXXXXXXXXXXXXX	3.834
8703	XXXXXXXXXXXXXXX	259.185.927

Capital non libéré

Capital non appelé
 Capital appelé, non versé
 Actionnaires redevables de libération

Codes	Montant non appelé	Montant appelé, non versé
(101)		XXXXXXXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXXXXXXX	

Actions propres

Détenues par la société elle-même
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes
 Détenues par ses filiales
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion
 Montant des emprunts convertibles en cours
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre
 Suite à l'exercice de droits de souscription
 Nombre de droits de souscription en circulation
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Codes	Exercice
8721	
8722	
8731	
8732	
8740	
8741	
8742	
8745	
8746	
8747	
8751	

Parts non représentatives du capital

Répartition

Nombre de parts

Nombre de voix qui y sont attachées

Ventilation par actionnaire

Nombre de parts détenues par la société elle-même

Nombre de parts détenues par les filiales

Codes	Exercice
8761	
8762	
8771	
8781	

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES

Telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise en vertu du Code des sociétés, art. 631 §2 dernier alinéa et art. 632 §2 dernier alinéa, de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, art. 14 alinéa 4 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation, art. 5.

Sur base des déclarations de transparence communiquées à la société, les droits de vote détenus par les principaux actionnaires de la société au 31 décembre 2017 sont répartis comme suit :

- 42,81% détenus directement par Evangelos Stassinopoulos ;
- 32,27% détenus directement par Nicolaos Stassinopoulos ,

Les dernières déclarations de transparence sont disponibles sur le site web de Viohalco (www.viohalco.com).

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE

	Codes	Exercice
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		
Dettes financières	8801	
Emprunts subordonnés	8811	
Emprunts obligataires non subordonnés	8821	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8831	
Etablissements de crédit	8841	
Autres emprunts	8851	
Dettes commerciales	8861	
Fournisseurs	8871	
Effets à payer	8881	
Acomptes reçus sur commandes	8891	
Autres dettes	8901	
Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année	(42)	
Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir		
Dettes financières	8802	
Emprunts subordonnés	8812	
Emprunts obligataires non subordonnés	8822	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8832	
Etablissements de crédit	8842	
Autres emprunts	8852	
Dettes commerciales	8862	
Fournisseurs	8872	
Effets à payer	8882	
Acomptes reçus sur commandes	8892	
Autres dettes	8902	125.154
Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	8912	125.154
Dettes ayant plus de 5 ans à courir		
Dettes financières	8803	
Emprunts subordonnés	8813	
Emprunts obligataires non subordonnés	8823	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8833	
Etablissements de crédit	8843	
Autres emprunts	8853	
Dettes commerciales	8863	
Fournisseurs	8873	
Effets à payer	8883	
Acomptes reçus sur commandes	8893	
Autres emprunts	8903	
Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir	8913	

DETTES GARANTIES (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)

Dettes garanties par les pouvoirs publics belges

	Codes	Exercice
Dettes financières	8921	
Emprunts subordonnés	8931	
Emprunts obligataires non subordonnés	8941	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8951	
Etablissements de crédit	8961	
Autres emprunts	8971	
Dettes commerciales	8981	
Fournisseurs	8991	
Effets à payer	9001	
Acomptes reçus sur commandes	9011	
Dettes salariales et sociales	9021	
Autres dettes	9051	
Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges	9061	

Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise

Dettes financières	8922	
Emprunts subordonnés	8932	
Emprunts obligataires non subordonnés	8942	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8952	
Etablissements de crédit	8962	
Autres emprunts	8972	
Dettes commerciales	8982	
Fournisseurs	8992	
Effets à payer	9002	
Acomptes reçus sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts	9032	
Rémunérations et charges sociales	9042	
Autres dettes	9052	
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise	9062	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES

Impôts (rubriques 450/3 et 178/9 du passif)

	Codes	Exercice
Dettes fiscales échues	9072	
Dettes fiscales non échues	9073	118.035
Dettes fiscales estimées	450	150.258
Rémunérations et charges sociales (rubriques 454/9 et 178/9 du passif)		
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	9076	
Autres dettes salariales et sociales	9077	59.340

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

	Exercice
Charges à imputer Belgique	43.232
Charges à imputer Grèce	41.916
Prorata RAS prêt ICME	15.250
Prorata RAS OBL Stomana	72.003
Produits à reporter VH	130
Ecart de conversion USD	120

RÉSULTATS D'EXPLOITATION**PRODUITS D'EXPLOITATION****Chiffre d'affaires net**

Ventilation par catégorie d'activité

Ventilation par marché géographique

Autres produits d'exploitation

Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics 740

CHARGES D'EXPLOITATION**Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Nombre total à la date de clôture	9086	4	5
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	9087	3,4	4,1
Nombre d'heures effectivement prestées	9088	5.050	7.111

Frais de personnel

Rémunérations et avantages sociaux directs	620	827.726	1.055.994
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	192.570	162.968
Primes patronales pour assurances extralégales	622	22.712	26.681
Autres frais de personnel	623	21.108	25.653
Pensions de retraite et de survie	624		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Provisions pour pensions et obligations similaires			
Dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)	635		
Réductions de valeur			
Sur stocks et commandes en cours			
Actées	9110		
Reprises	9111		
Sur créances commerciales			
Actées	9112		
Reprises	9113		
Provisions pour risques et charges			
Constitutions	9115		
Utilisations et reprises	9116		
Autres charges d'exploitation			
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	640	1.174.621	1.672.477
Autres	641/8	50.118	482.506
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise			
Nombre total à la date de clôture	9096		
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	9097		
Nombre d'heures effectivement prestées	9098		
Frais pour l'entreprise	617		

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RÉCURRENTS	76	68.560.003	37.237.574
Produits d'exploitation non récurrents	(76A)	167.783	3.560.001
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	760		
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels	7620		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	7630		3.560.001
Autres produits d'exploitation non récurrents	764/8	167.783	
Produits financiers non récurrents	(76B)	68.392.220	33.677.573
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	761	68.391.295	26.123.898
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels	7621		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières	7631		7.553.675
Autres produits financiers non récurrents	769	925	
CHARGES NON RÉCURRENTES	66	17.643.326	50.919.219
Charges d'exploitation non récurrentes	(66A)	14.277.502	
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	660		
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (utilisations)	6620		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	6630		
Autres charges d'exploitation non récurrentes	664/7	14.277.502	
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6690		
Charges financières non récurrentes	(66B)	3.365.824	50.919.219
Réductions de valeur sur immobilisations financières	661	3.365.824	50.917.060
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels: dotations (utilisations)	6621		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières	6631		
Autres charges financières non récurrentes	668		2.159
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6691		

IMPÔTS ET TAXES**IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**

Impôts sur le résultat de l'exercice	9134	76.010
Impôts et précomptes dus ou versés	9135	69.805
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif	9136	
Suppléments d'impôts estimés	9137	6.205
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	9138	5.635
Suppléments d'impôts dus ou versés	9139	
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	9140	5.635

Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé

Diminution des réserves taxées	-4.489.081
Dépenses non admises	310.945
Revenus définitivement taxés	-125.257
Bénéfices exonérés par convention	-59.339.193

Codes	Exercice
9134	76.010
9135	69.805
9136	
9137	6.205
9138	5.635
9139	
9140	5.635
	-4.489.081
	310.945
	-125.257
	-59.339.193

Exercice

Incidence des résultats non récurrents sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice

Exercice

Sources de latences fiscales

Latences actives	9141	22.269.358
Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	9142	14.572.022
Autres latences actives		
DCR reportés		4.841.181
Excédent de RDT reportés		2.856.156
Latences passives	9144	
Ventilation des latences passives		

Codes	Exercice
9141	22.269.358
9142	14.572.022
	4.841.181
	2.856.156
9144	

TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS**Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte**

A l'entreprise (déductibles)	9145	1.380.073
Par l'entreprise	9146	290.842
Montants retenus à charge de tiers, au titre de		
Précompte professionnel	9147	1.793.206
Précompte mobilier	9148	

Codes	Exercice	Exercice précédent
		1.380.073
		290.842
	1.793.206	1.382.968

**RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES
ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES			
Immobilisations financières	(280/1)	959.337.289	874.136.915
Participations	(280)	921.412.869	846.507.708
Créances subordonnées	9271		
Autres créances	9281	37.924.420	27.629.207
Créances	9291	6.668.221	11.803.259
A plus d'un an	9301	2.213.629	2.213.629
A un an au plus	9311	4.454.592	9.589.630
Placements de trésorerie	9321		
Actions	9331		
Créances	9341		
Dettes	9351	743.012	576.788
A plus d'un an	9361		
A un an au plus	9371	743.012	576.788
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	9381		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	9391		
Autres engagements financiers significatifs	9401		
Résultats financiers			
Produits des immobilisations financières	9421	7.551.545	9.418.601
Produits des actifs circulants	9431	12.000	1.467
Autres produits financiers	9441	20	
Charges des dettes	9461		
Autres charges financières	9471		
Cessions d'actifs immobilisés			
Plus-values réalisées	9481		3.503.710
Moins-values réalisées	9491		

**RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES
ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES ASSOCIÉES			
Immobilisations financières	9253		
Participations	9263		
Créances subordonnées	9273		
Autres créances	9283		
Créances	9293		
A plus d'un an	9303		
A un an au plus	9313		
Dettes	9353		
A plus d'un an	9363		
A un an au plus	9373		
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées	9383		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	9393		
Autres engagements financiers significatifs	9403		
AUTRES ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION			
Immobilisations financières	9252		
Participations	9262		
Créances subordonnées	9272		
Autres créances	9282		
Créances	9292		
A plus d'un an	9302		
A un an au plus	9312		
Dettes	9352		
A plus d'un an	9362		
A un an au plus	9372		

**RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES
ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION****TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE
CELLES DU MARCHÉ**

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

En l'absence de critères légaux permettant d'inventorier les transactions avec des parties liées qui serait conclues à des conditions autres que celles du marché, aucune information n'a pu être reprise dans l'état

C6.15

Exercice

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	3.104.583
9504	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Codes	Exercice
9505	209.000
95061	
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES ENTREPRISES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion *

~~L'entreprise n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s) **~~

~~L'entreprise et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 16 du Code des sociétés *~~

~~L'entreprise ne possède que des entreprises filiales qui, eu égard à l'évaluation du patrimoine consolidé, de la position financière consolidée ou du résultat consolidé, ne présentent, tant individuellement que collectivement, qu'un intérêt négligeable (article 110 du Code des sociétés)~~

~~L'entreprise est elle-même filiale d'une entreprise mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation *~~

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation **:

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus **:

* Biffer la mention inutile.

** Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

RÈGLES D'ÉVALUATION

VIOHALCO CA

REGLES D'EVALUATION

Les règles d'évaluations sont établies en conformité avec l'AR du 30 janvier 2001.

1.Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont portés à l'actif et amortis par tranche annuelle de 20%. Dans ce cas, l'amortissement débute le mois au cours duquel ils ont été exposés et est calculé prorata temporis.

Les frais d'émission d'emprunts sont amortis sur la durée de l'emprunt et l'amortissement débute le mois de la prise en compte.

2.Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur prix d'acquisition y compris les frais accessoires, frais de transport et la TVA non déductible.

Les immobilisations dont l'utilisation est limitée dans le temps sont amorties de façon linéaire. Le taux pratiqué varie entre 10 et 20%. Les amortissements débutent le mois au cours duquel ils ont été exposés et sont calculés prorata temporis.

Les immobilisations incorporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durable.

3.Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition ou coût de revient, y compris les frais accessoires et la T.V.A. non déductible.

Les frais d'entretien et de grosses réparations sont pris en charge par l'exercice. Ils ne seront constitutifs d'immobilisés que dans les cas estimés exceptionnels par le Conseil d'Administration.

Pour les immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps, les amortissements débutent le mois au cours duquel ils ont été exposés et sont calculés prorata temporis, y compris les frais accessoires. Aucun amortissement n'est pratiqué durant l'année de la cession.

Les taux annuels suivants sont appliqués:

- Terrains : non amortis
- Bâtiments et constructions : 3 % à 4%
- Installations et aménagements : 10 %
- Mobilier : 10% à 20 %
- Matériel informatique, bureautique et logiciels : 10% à 20 %
- Matériel roulant : 10% à 25 %
- Autre matériel : 10% à 20 %

Aucun amortissement n'est pratiqué sur les immobilisations en cours ou sur les acomptes versés.

4.Immobilisations financières

Chaque participation et autre titre de portefeuille est comptabilisé à son prix d'acquisition, non compris les frais accessoires qui sont quant à eux pris en résultat, et compte tenu des éventuelles corrections de valeur y afférentes.

A la fin de chaque exercice, une évaluation individuelle de chaque participation et autre titre de portefeuille est effectuée par la direction et ensuite soumise au Conseil d'Administration pour approbation afin de déterminer s'il existe une moins-value durable par rapport à la valeur d'acquisition.

Cette évaluation est basée sur les principes suivants:

"Pour les participations dans les entreprises liées, la valeur estimée prend en compte les prévisions de performance financière à partir des budgets et business plans préparés par le management de ces entreprises (Discounted Cash Flows). Toutefois, le Conseil d'Administration peut également prendre en considération d'autres éléments tels que la valeur boursière des sociétés cotées, des multiples de valorisation de sociétés cotées comparables ou la valeur patrimoniale de la société (telle que définie ci-dessous).

"Pour les autres titres de portefeuille, la valeur estimée prend en compte la valorisation au dernier cours de bourse de l'exercice pour les sociétés cotées et la valeur patrimoniale des sociétés, c'est à dire leur actif net comptable corrigé des plus et moins-values latentes estimées de manière objective et prudente et jugées durables, dans la mesure où ces informations sont disponibles, pour les sociétés non-cotées.

Les moins-values durables font l'objet de réductions de valeur. Si à l'avenir, les circonstances justifiant ces moins-values ne sont plus d'application de manière durable, les réductions de valeur y relatives sont alors annulées.

La méthode d'évaluation utilisée est employée systématiquement d'exercice à exercice.

Chaque participation ou autre titre de portefeuille peut être réévaluée, notamment si la plus-value a un caractère durable, en portant la plus-value directement au bilan.

5.Créances à plus d'un an et à un an au plus

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Des réductions de valeur sont actées dans la mesure où il y a une dépréciation durable.

RÈGLES D'ÉVALUATION

6.Placements de trésorerie

Les actions et parts détenues dans d'autres entreprises, avec lesquelles il n'existe pas de lien durable n'ont pas le caractère d'immobilisations financières. Elles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Les frais de transactions sont eux pris en charge.

Les titres à revenus fixes sont évalués à leur valeur d'acquisition. L'effet cours est pris en résultat pro rata temporis et de manière linéaire sur la durée restant à courir des titres et est porté, selon le cas, en majoration ou en diminution de la valeur des titres.

A la fin de chaque exercice, la valeur nette comptable de chaque placement est comparée à la valorisation au dernier cours de bourse de l'exercice.

Les moins-values latentes font l'objet de réductions de valeur. Si à l'avenir, les circonstances justifiant ces moins-values ne sont plus d'application, les réductions de valeur y relatives sont alors annulées.

7.Provisions pour risques et charges

Le Conseil d'Administration procède chaque année à un examen complet des provisions antérieurement constituées ou à constituer en couverture des risques et charges auxquels l'entreprise est soumise et procède aux ajustements nécessaires.

8.Actifs et passifs libellés en devises

Les opérations en devises sont enregistrées en contre-valeur euros à la date de l'opération. Chaque participation dont l'acquisition a donné lieu à une opération en devise est reprise à sa valeur historique d'acquisition en euros. Les autres avoirs et/ou engagements monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change moyen du dernier jour de l'exercice.

9.Ecart de fusion (Goodwill/Badwill)

Si la valeur comptable des actions détenues dans la comptabilité de la société absorbante est supérieure à la quote-part que ces actions représentent dans les capitaux propres de l'absorbée, les la différence est imputée autant que possible, aux éléments de l'actif qui ont une valeur supérieure à la valeur comptable ou aux éléments du passif qui ont une valeur inférieure à leur valeur comptable.

Si, après avoir effectué les imputations, une différence subsiste, elle est soit portée à l'actif au titre de goodwill, soit prise en charge par la société absorbante en autres charges exceptionnelles.

Si la valeur comptable des actions détenues dans la comptabilité de la société absorbante est inférieure à la quote-part que ces actions représentent dans les capitaux propres de l'absorbée, il convient d'examiner si certains actifs ne sont pas surévalués ou certains passifs sous-évalués et de procéder aux ajustements nécessaire et si après avoir effectué ces ajustements, une différence subsiste, elle est portée au compte de résultats de la société absorbante, en autres produits exceptionnels.

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS****RAPPORT DE GESTION****VIOHALCO****Rapport de gestion sur les états financiers non consolidés de la société
pour l'année se terminant le 31 décembre 2017**

Chers actionnaires,

Conformément à l'article 96 du Code des sociétés, nous avons l'honneur de vous soumettre, pour approbation, les comptes annuels non consolidés de la société clôturés au 31 décembre 2017 ainsi que nos constatations y relatives. Par le présent rapport, nous souhaitons également vous rendre compte de notre gestion au cours de cet exercice.

Ce rapport ainsi que les comptes annuels de la société clôturés au 31 décembre 2017 ont été mis à votre disposition.

1. Vue d'ensemble, résultat et risques de la société (article 96.1 ° du Code des Sociétés)**1.1 Aperçu de l'année 2017**

L'année 2017 a été une année de croissance pour Viohalco. L'amélioration de la performance des filiales a été alimentée par l'augmentation des volumes de ventes, la hausse des prix des métaux et des mesures efficaces de réduction des coûts découlant des investissements importants dans l'optimisation des processus de production. Ce qui précède a permis aux filiales Viohalco de tirer parti de l'amélioration des conditions du marché dans les secteurs européens des industries et des métaux.

Les volumes de vente et la rentabilité ont augmenté dans les secteurs de l'aluminium et du cuivre, et la baisse des coûts de production, l'optimisation des processus de production et le développement d'innovations technologiques ont renforcé la position concurrentielle mondiale de Viohalco. Le segment de l'acier a notamment enregistré une amélioration significative de sa performance financière avec des exportations atteignant des niveaux record alors que des investissements stratégiques dans des projets, tels que le laminoir de Dojran Steel, ont conduit à des avancées opérationnelles et à une augmentation de la production.

Dans le secteur des tubes en acier, Corinth Pipeworks a conclu son plus important contrat pour l'approvisionnement du gazoduc Trans Adriatic et signé un accord avec Baltic Connector et Elering pour la fabrication et la fourniture de tuyaux en acier destinés au projet de pipeline offshore Baltic Connector. Malgré des retards de projets et les faibles volumes de ventes sur les principaux marchés du câble, la rentabilité du segment des câbles est restée stable par rapport à 2016.

Enfin, dans le secteur Immobilier, le magasin River West | IKEA a enregistré une fréquentation record, tandis que la performance du Wyndham Grand Athens Hotel a

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS****RAPPORT DE GESTION**

dépassé les attentes initiales, contribuant ainsi considérablement aux revenus locatifs du segment.

En décembre 2017, Elval Hellenic Aluminium Industry S.A. et Halcor Metal Works S.A. ont fusionné pour former ElvalHalcor, une importante entité industrielle et financière axée sur l'exportation dans les secteurs de la transformation de l'aluminium et du cuivre (métaux non ferreux). Au début de l'année 2018, ElvalHalcor a lancé un programme d'investissement de 150 millions d'euros. Cet investissement renforcera la présence commerciale d'ElvalHalcor dans les domaines de l'emballage en aluminium, de l'industrie, du transport et de l'architecture et posera les bases d'une expansion dans les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale.

Après une année plus solide sur le marché européen des métaux et des industries, la reprise devrait se poursuivre sur nos marchés d'exploitation alors que la demande s'améliore, bien que des risques pour la performance financière et opérationnelle demeurent en 2018, notamment le Brexit et le protectionnisme. Les sociétés Viohalco sont bien placées pour tirer parti des améliorations des conditions du marché, grâce à une optimisation opérationnelle, à une innovation technologique et à une capitalisation de leurs récents investissements.

1.2 Résultats pour l'année 2017

La société clôture l'exercice avec un bénéfice de 51.969 k €, contre une perte de 12.258 k € en 2016.

Les principales rubriques du compte de résultat non consolidé de la société peuvent être résumées comme suit:

- Chiffre d'affaires de 6.124 k € pour l'année 2017 contre 10.901 k € en 2016;
- Charges d'exploitation de 25.575 k € pour l'année 2017, contre 15.901 k € en 2016;
- Produit financier net de 71.495 k € pour l'année 2017, contre une perte nette de 7.226 k € en 2016. Cette variation significative des résultats de l'entreprise est due à la reprise des dépréciations des participations d'Halcor SA et Sidenor SA. Les informations sur la fusion ElvalHalcor sont fournies dans les états financiers consolidés.

1.3 Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'entreprise est confrontée

Le processus de gestion des risques de l'entreprise comprend cinq étapes:

- a) les risques sont identifiés au moyen d'un processus périodique entrepris;
- b) il en résulte la rédaction de l'Univers des Risques, qui est ensuite soumis à une analyse et à une évaluation à la fois quantitative et qualitative, afin de définir le profil de risque actualisé de la société;
- c) cette liste de risques prioritaires fait ensuite l'objet d'un examen approfondi afin d'assurer une cartographie correcte et à jour de la réponse aux risques applicable, à savoir les structures, politiques, procédures, systèmes et mécanismes de suivi mis en place par la direction opérationnelle afin de gérer ces risques;
- d) les responsables de la Société chargés du suivi de chaque risque sont également identifiés et acceptés;
- e) le comité d'Audit surveille l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de la Société et se penche régulièrement sur certains aspects du contrôle interne et de la gestion des risques.

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS****RAPPORT DE GESTION**

Pour plus d'informations sur les risques auxquels l'entreprise est confrontée, les actionnaires sont invités à se référer à la section sur la gestion des risques dans le rapport annuel relatif aux comptes consolidés.

2 Affectation du résultat (bénéfice de l'année en cours)

Le Conseil d'Administration suggère d'affecter le résultat de l'exercice comme suit:

- Perte reportée de l'année précédente: 65,877 k €
- Bénéfice de l'année en cours: 51,969 k €
- Perte reportée au 31 décembre 2017: 13,909 k €

3 Informations sur les événements clés survenus après la clôture de l'exercice social (art. 96.2 ° du Code des sociétés)

Le Conseil d'Administration Informe les actionnaires qu'il n'y a aucun événement postérieur important survenu après la clôture de l'exercice. Les actionnaires sont également invités à lire la section sur les événements postérieurs dans le rapport de gestion relatif aux comptes consolidés de la société.

4 Indications sur les circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société, pour autant qu'elles ne soient pas susceptibles de de nature à porter gravement préjudice à la société (art. 96.3 ° du Code des sociétés)

Le Conseil d'Administration Informe les actionnaires qu'il n'existe pas, à sa connaissance, d'autres circonstances particulières qui pourraient avoir une influence notable sur le développement de la société.

5 Activités de recherche et développement (art. 96.4 ° du Code des sociétés)

Au cours de l'exercice social clôturé le 31 décembre 2017, la société n'a elle-même exercé aucune activité de recherche et développement. Celle-ci est du ressort des filiales et fait l'objet de commentaires dans la section performance commerciale et rapport d'activité de chaque segment.

6 Succursales de la société (art 96.5 ° du Code des sociétés)

La société possède une succursale en Grèce appelée Viohalco Greek Branch qui détient et gère les actifs d'exploitation de la société.

7 Perte reportée et justification des règles comptables de continuité (art. 96.6 ° du Code des sociétés)

La perte reportée pour l'exercice est principalement attribuable aux pertes enregistrées par la société au cours des exercices précédents. Les membres du conseil et les gestionnaires sont d'avis que la perte déclarée n'affecte pas la continuité des activités de la société.

8 Utilisation d'instruments financiers (art. 96.8 ° du Code des sociétés)

La société n'a utilisé aucun instrument financier au cours de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2017. Néanmoins, les filiales utilisent des instruments de couverture dont les détails sont fournis dans les états financiers du rapport annuel 2017.

9 Gouvernance d'entreprise (art 96.9 ° et 96.92 du Code des sociétés)

Pour la description des règles de bonne gouvernance qui ont été mises en place, le Conseil d'Administration demande à l'assemblée générale de bien vouloir se référer au rapport annuel établi conformément à l'article 119 du Code des Sociétés et publié avec les comptes consolidés.

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER
EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS****RAPPORT DE GESTION**

Par le présent rapport, nous soumettons à l'approbation des actionnaires de la société les comptes annuels de la société qui rendent compte de manière honnête et fiable les activités de la société qui ont eu lieu au cours de l'exercice social 2017.

Les informations sur la diversité et les informations non financières figurent dans les rubriques « Rapport de gestion » et « Informations non financières » du Rapport annuel consolidé de la Société.

La déclaration de gouvernance d'entreprise de la société fournit des informations détaillées sur la composition et le fonctionnement du comité d'audit ainsi que la confirmation de l'expertise d'au moins un de ses membres sur les questions comptables et financières.

Nous vous demandons en outre de bien vouloir nous accorder la décharge complète pour l'accomplissement de notre mandat pour l'exercice social écoulé.

Fait à Bruxelles, le 26 avril 2018

Jacques MOULAERT

Stratos THOMADAKIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la société Viohalco SA sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés de Viohalco SA (la « Société ») et de ses filiales (conjointement « le Groupe »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur l'audit des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, ainsi que notre rapport sur les autres obligations légales, réglementaires et normatives. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 31 mai 2016, conformément à la proposition de l'organe de gestion émise sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2018. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes consolidés de Viohalco SA durant 5 exercices consécutifs.

Rapport sur l'audit des comptes consolidés

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, établis conformément aux normes Internationales d'Information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, ainsi que le compte de résultat consolidé, le compte de résultat consolidé et autres éléments du résultat global, l'état consolidé des variations de capitaux propres et un état consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que des annexes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Le total de l'état consolidé de la situation financière s'élève à 3.684.089 milliers d'EUR et le compte de résultat consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice de 83.704 milliers d'EUR.

À notre avis, ces comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2017, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

RAPPORT DES COMMISSAIRES



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la société Vlohalco SA sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Financement, risque de liquidité et respect des covenants

Nous nous référons aux annexes 26 « Prêts et emprunts », 30 C.2 « Risques de liquidité », et 30 C.4 « Risques macroéconomiques et environnement financier » des comptes consolidés.

— Description

Un certain nombre de filiales de la Société ont des emprunts long terme et court terme pour des montants significatifs. Par conséquent, celles-ci sont fortement dépendantes vis-à-vis des institutions financières afin d'assurer la continuité de leurs activités.

Le Groupe est entré dans une phase finale de négociation avec les banques afin de convertir une partie importante des emprunts court terme en long terme. Tant que ces négociations ne sont pas finalisées, le Groupe reste exposé au risque que la Société et ses filiales puissent rencontrer des difficultés à remplir les obligations associées à leurs dettes financières.

De plus, diverses conventions de financement contiennent des clauses de covenants qui, en cas de non-respect, permettent aux créanciers d'obtenir le droit de réclamer un remboursement anticipatif de ces dettes. En cas de non-respect des covenants et en l'absence de dispense reçue des créanciers, les prêts et emprunts classés au 31 décembre 2017 parmi les passifs non courants devraient être reclassés parmi les passifs courants. De plus, le Groupe aurait besoin de trouver des sources de financement alternatives afin de maintenir ses activités.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, ce point a été considéré comme un point clé de l'audit.

RAPPORT DES COMMISSAIRES



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la société Viohalco SA sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

— Procédures d'audit

Nous avons, entre autres, effectué les diligences suivantes :

- la mise à jour de notre compréhension des processus et des contrôles mis en place par le Groupe afin d'assurer la conformité avec les conventions liés aux emprunts ;
- l'inspection des principaux contrats d'emprunts afin de comprendre leurs termes et conditions;
- l'obtention du calcul des conventions des principaux emprunts du Groupe, la vérification de leur exactitude mathématique et l'analyse de leur conformité avec les contrats afférents ;
- l'évaluation de la note explicative préparée par la Société pour justifier l'hypothèse de continuité des activités retenue pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2017, malgré les négociations non finalisées sur le refinancement des activités à la date de publication des comptes consolidés ;
- évaluer le caractère approprié des annexes afférentes dans les comptes consolidés.

Responsabilités de l'organe de gestion relatives aux comptes consolidés

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'organe de gestion d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DES COMMISSAIRES



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la société Vohalco SA sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

RAPPORT DES COMMISSAIRES



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la société Viohalco SA sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication.

Rapport sur les autres obligations légales, réglementaires et normatives

Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés, de la déclaration non financière annexée à celui-ci et des autres informations contenues dans le rapport annuel.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés, la déclaration non financière annexée à celui-ci et les autres informations contenues dans le rapport annuel, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés et aux autres informations contenues dans le rapport annuel

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice et a été établi conformément à l'article 119 du Code des sociétés.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel, à savoir:

- les « chiffres clés de Viohalco SA en 2017 » inclus dans la section « Viohalco S.A. » ;
- les données financières reprises dans la section « Message du Président du Conseil d'administration » ;
- la section « Bilan abrégé et synthèse du compte de résultats statutaires » ;
- l'Annexe - Autres mesures de la performance.

RAPPORT DES COMMISSAIRES



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de la société Viohalco SA sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

comportent une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel.

L'information non financière requise par l'article 119 §2 du Code des sociétés est reprise dans un rapport distinct du rapport de gestion sur les comptes consolidés et consiste en une section séparée du rapport annuel. Ce rapport sur les informations non financières contient les informations requises par l'article 119 §2 du Code des sociétés et concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice. Pour l'établissement de cette information non financière, la Société s'est basée sur le référentiel « GRI » (« Global Reporting Initiative »). Nous ne nous prononçons toutefois pas sur la question de savoir si cette information non financière est établie dans tous ses aspects significatifs conformément au référentiel « GRI » (« Global Reporting Initiative ») mentionné dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés. En outre, nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur des éléments individuels repris dans cette information non financière.

Mentions relatives à l'indépendance

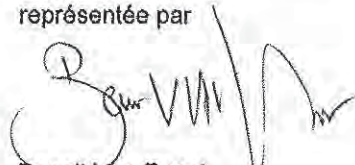
- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis du Groupe au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal visées à l'article 134 du Code des sociétés ont correctement été valorisés et ventilés dans les annexes des comptes consolidés.

Autre mention

- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Zaventem, le 27 avril 2018

KPMG Réviseurs d'Entreprises
Commissaire
représentée par



Benoit Van Roost
Réviseur d'Entreprises

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise:

ETAT DES PERSONNES OCCUPÉES**TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL**

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs				
Temps plein	1001	2,0		
Temps partiel	1002	2,8		
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	3,4		3,4
Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	3.382		3.382
Temps partiel	1012	1.668		1.668
Total	1013	5.050		5.050
Frais de personnel				
Temps plein	1021	712.642		
Temps partiel	1022	351.474		
Total	1023	1.064.116		1.064.116
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

Au cours de l'exercice précédent	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	3,6		3,6
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	7.110	866	6.244
Frais de personnel	1023	1.271.296		1.271.296
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL (suite)

	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice				
Nombre de travailleurs	105	4		4,0
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	4		4,0
Contrat à durée déterminée	111			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113			
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120			
de niveau primaire	1200			
de niveau secondaire	1201			
de niveau supérieur non universitaire	1202			
de niveau universitaire	1203			
Femmes	121	4		4,0
de niveau primaire	1210			
de niveau secondaire	1211			
de niveau supérieur non universitaire	1212			
de niveau universitaire	1213	4		4,0
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130			
Employés	134	4		4,0
Ouvriers	132			
Autres	133			

PERSONNEL INTÉRIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE

Au cours de l'exercice

Nombre moyen de personnes occupées

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais pour l'entreprise

Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
150		
151		
152		

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES

Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

Contrat à durée indéterminée

Contrat à durée déterminée

Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini

Contrat de remplacement

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
205			
210			
211			
212			
213			

SORTIES

Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

Contrat à durée indéterminée

Contrat à durée déterminée

Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini

Contrat de remplacement

Par motif de fin de contrat

Pension

Chômage avec complément d'entreprise

Licenciement

Autre motif

Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de l'entreprise comme indépendants

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
305		1	0,8
310		1	0,8
311			
312			
313			
340			
341			
342		1	0,8
343			
350			

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5801		5811	
Nombre d'heures de formation suivies	5802		5812	
Coût net pour l'entreprise	5803		5813	
dont coût brut directement lié aux formations	58031		58131	
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032		58132	
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033		58133	
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821		5831	
Nombre d'heures de formation suivies	5822		5832	
Coût net pour l'entreprise	5823		5833	
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841		5851	
Nombre d'heures de formation suivies	5842		5852	
Coût net pour l'entreprise	5843		5853	